

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 12 MAI 2021**

JP/VA

OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - DIAGNOSTIC EAUX USÉES UZER – VINEZAC – LACHAPELLE

L'an deux mille vingt-et-un, le douze du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		Excusé
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 1.1. INVESTISSEMENTS – ASSAINISSEMENT COLLECTIF - DIAGNOSTIC EAUX USEES UZER – VINEZAC – LACHAPELLE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

La compétence « Assainissement collectif » est exercée sur le territoire de 38 communes. Au sein de ces dernières, 32 disposent d'un système de collecte et de traitement pour la desserte d'une partie de leurs logements.

Depuis 2008, le SEBA a engagé 10 diagnostics de systèmes d'assainissement concernant l'étude des réseaux et des unités de traitement de 19 communes adhérentes.

Pour l'ensemble des études engagées, les objectifs visent à :

- quantifier plus précisément les désordres et leur impact ;
- identifier l'origine des désordres et dégager les insuffisances des structures pendant les périodes de temps sec et pendant les périodes de pluie ;
- définir précisément les actions à mettre en œuvre, en cas de dysfonctionnement, c'est à dire définir la nature et l'importance des travaux à réaliser.

Ces études permettent également de prévoir l'évolution des structures d'assainissement à court et moyen termes en prenant en compte le zonage d'assainissement ainsi que les prévisions d'urbanisation future.

Elles ont enfin pour but de fournir des indications sur la gestion du réseau et des ouvrages de traitement afin d'en optimiser le fonctionnement et d'obtenir une meilleure protection des milieux récepteurs.

Les études engagées sont les suivantes :

- à Chauzon (2010) ;
- à Meyras, Labégude, Lalevade, Labeaume et Saint-Alban-Auriolles(2012) ;
- à Ruoms et Pradons (2012) ;
- à Chassiers (2012) ;
- rive gauche de la boucle d'Aubenas (Vals, Ucel et Saint-Privat) (2014) ;
- à Largentièrre (2014).
- à Lachappelle-sous-Aubenas et Pont-de-Labeaume (en cours d'achèvement) ;
- système d'assainissement d'Uzer-Vinezac-Largentièrre le Ginestet (en cours d'achèvement) ;
- à Rosières et à Laurac (en cours) ;
- mise à jour du diagnostic de Meyras-Neyrac (en cours).

Lors de la séance du 6 mars 2012, le bureau syndical a délibéré sur la définition de « *priorités d'engagement et prise en charge des coûts de travaux dans le cadre de réhabilitation des réseaux suite à étude diagnostic.*

La programmation des interventions du SEBA, de la plus urgente à la moins prioritaire, sont :

1. *Contexte d'une mise en demeure par le Préfet pour non-conformité d'un système d'assainissement ;*
2. *Réseaux déclarés non-conformes par les services chargés de la Police de l'Eau ;*
3. *Même si conformité, signalement par les services de la Police de l'Eau de dépassements de charge hydraulique en entrée de station et donc de rejets directs via un déversoir d'orage, même en temps sec ;*
4. *Réseaux aboutissant à un poste de refoulement ou un déversoir d'orage susceptible de trop-pleins dans un milieu naturel sensible ;*
5. *Problèmes d'obstruction nécessitant des curages préventifs ou curatifs ;*
6. *Désordres constatés via l'étude-diagnostic et ayant des conséquences sur l'habitat ;*
7. *Amélioration de réseaux en mauvais état ».*

En ce qui concerne le diagnostic des systèmes d'assainissement d'Uzer, Vinezac et Largentièrre (pour partie), le rapport de phase 4 rendu établit une liste de travaux de priorités 1 et 2 qu'il convient de mener pour supprimer plus de 60 % des eaux parasites. En outre, une action est déjà en cours par nos équipes en interne pour éliminer près de 30 % des volumes d'eaux claires en provenance d'un seul regard non-étanche.

Le programme global (travaux, maîtrise d'œuvre, divers etc.) porte sur des interventions ponctuelles (reprise d'étanchéité de regards et/ou tampons) et des travaux de renouvellement de réseaux. Il se chiffre à 265 000 € HT. Le projet préparé par le maître d'œuvre, présentant le programme définitif et le montant affiné des travaux, sera soumis au bureau syndical ultérieurement.

Par ailleurs, il apparaît également dans les priorités 1 le besoin de travaux de mises en conformité sur quelques parts privées de branchements. Dans ce cas, il s'agit de prendre contact avec chaque propriétaire afin de confirmer les mauvais raccordements (rendez-vous à prendre avec tests colorants), les informer le cas échéant de la non-conformité de leur part privée et faire un suivi des travaux effectifs après quelques mois.

Sans intervention de leur part, le SEBA serait amené à les mettre en demeure d'exécuter les travaux dans les meilleurs délais, avec l'appui du maire de la commune au titre de son pouvoir de police sanitaire.

Ces contrôles et notifications seront engagés en interne.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **APPROUVER** le lancement de cette opération, estimée à 265 000 € HT, au titre de l'opération 206 (renouvellement de réseaux),
- **SOLLICITER** les aides de l'Agence de l'Eau et du conseil départemental,
- **AUTORISER** le président à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre via l'accord-cadre en vigueur,
- **AUTORISER** le président à signer tous documents à cet effet.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL